

www.delaplanete.org / No 7 janvier-février 2003

## **Le billet du Worldwatcher: Le relativisme scientifique de Bush**

***Depuis toujours l'homme a misé gros sur la technologie. On peut même dire que la technologie -la capacité à multiplier notre pouvoir corporel en recourant à des matériaux et à des énergies extérieures- stient une grande part dans ce qui nous définit.***

Par Ed Ayres

Traduction Alexandre Friederich

Nous sommes passés de la lance aux têtes nucléaires et, au cours de cette évolution, de chasseurs avertis de mammoths et de canards que nous étions, nous sommes devenus pour notre propre espèce des assassins disposant d'un arsenal dévastateur. Nous savons également depuis Eschyle et Sophocle que nos pouvoirs et nos faiblesses ne font souvent qu'un.

Si nous considérons que la technologie peut à la fois servir des fins bonnes et néfastes, nous jugeons en général incorruptible la science qui la fonde. Si un simple décret politique peut convertir la technologie en une farce dangereuse, aucune découverte scientifique ne le peut - c'est du moins ce que nos professeurs de science nous avaient appris. Mais l'actuel président des Etats-Unis semble n'avoir accordé aucune attention à ces professeurs. Il considère en effet que les découvertes scientifiques, lorsqu'elles n'ont pas d'utilité politique immédiate, peuvent être modifiées par décret.

L'administration Bush a tenté dans divers domaines d'altérer ou de supprimer des découvertes scientifiques. Ainsi, lorsqu'un cartographe du Département de l'intérieur publia sur Internet une carte établissant que les forages pétroliers que l'administration projetait de réaliser dans l'Arctic National Wildlife Refuge (réserve nationale de faune en Alaska) empièteraient sur les sites naturels de vêlement du caribou, le cartographe fut licencié et sa carte soustraite aux yeux du public. Lorsqu'un comité d'experts de l'U.S. Food and Drug Administration (FDA) publia des découvertes (relatives aux tests génétiques) que l'administration n'apprécia pas, cette dernière s'arrangea pour dissoudre le comité avant la rédaction du rapport final. C'est de la même manière que fut dissout un groupe du Department of Health and Human Services (HHS) ayant publié des résultats de recherches que la droite chrétienne n'apprécia pas. Lorsqu'un autre groupe de ce même département mit à jour des preuves inquiétantes relatives aux effets secondaires des agents chimiques environnementaux sur la santé humaine, 15 des 18 membres du groupe furent remplacés. L'un des remplaçants n'était autre que Dennis Paustenbach, qui joua un rôle important dans le procès qui rendit célèbre Erin Brockovich. Il avait en effet témoigné contre elle, en faveur de la Pacific Gas & Electric, cette compagnie responsable de l'empoisonnement de l'eau courante. Un nettoyage idéologique du même genre est en cours au Département américain de l'éducation.

Mais c'est encore dans le domaine du changement climatique que le déni scientifique du président Bush a été le plus lourd de conséquences. Dès le début des années 1990, les spécialistes du climat apportèrent les preuves d'un réchauffement climatique mondial. Réunis sous l'égide de la Conférence internationale sur les changements climatiques des Nations Unies (Intergovernmental Panel on Climate Change, IPCC), d'éminents scientifiques provenant de plus de cent pays présentèrent conjointement des preuves irréfutables du réchauffement climatique et de ses causes humaines. L'industrie du pétrole et du charbon, qui ont contribué pour beaucoup à l'arrivée de Bush et Cheney à la Maison Blanche, ripostèrent par une campagne de propagande qui prétendit d'abord que les preuves ne suffisaient pas à conclure que le réchauffement avait réellement lieu, puis - le poids des évidences devenant par trop lourd - que les causes humaines n'étaient pas clairement établies. Au cours de sa campagne présidentielle, Bush reprit sans fin ces arguments fabriqués par l'industrie, répétant mécaniquement que les preuves du réchauffement étaient "incertaines" et qu'en raison de cette incertitude, aucune action gouvernementale ne serait entreprise.



Cependant, lorsqu'en 2002 Bush décida que les Etats-Unis devaient attaquer de toute urgence l'Irak en raison du risque mortel que représentait Saddam Hussein et que les journalistes lui demandèrent des preuves de ce danger, Bush ne put en offrir aucune. Pire, il ne semblait nullement gêné de ce fait. Le Conseil de sécurité des Nations Unies porta l'impatience du président à son comble en cherchant à imposer ses contraintes et en exigeant qu'il soit auparavant procédé à des inspections. Cet homme qui juge que le résultat de 10 ans de recherches approfondies assorties de preuves irréfutables concernant le réchauffement climatique est encore trop "incertain" pour justifier un passage à l'acte, n'est nullement gêné par l'incertitude régnant autour des supposés préparatifs de guerre de l'Irak en vue d'une attaque contre les Etats-Unis.

Lorsqu'une preuve peut-être fabriquée à volonté, il n'y a plus de vérité objective et partant plus de responsabilité. Il devient inutile de distinguer entre le vrai et le faux. Il est intéressant d'évoquer cet article du Washington Post - un quotidien autrefois libéral mais aujourd'hui de plus en plus conservateur - intitulé "Pour Bush, les faits sont malléables". L'article cite Bush se référant à un rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) selon lequel l'Irak serait à six mois du développement de l'arme atomique. La suite de l'article établit que l'AIEA n'a jamais publié un rapport de cet ordre. Pour autant Bush n'a pas reconnu avoir menti car à ses yeux la question de savoir ce qui est vrai revient à savoir si une affirmation sert ou dessert sa politique. On peut se demander jusqu'à quel point ce mensonge était conscient. De son point de vue, l'idéologie est simplement plus convaincante que la science.

Une telle approche implique de multiples dangers. Il y a d'abord le risque de saper les fondements scientifiques dont notre technologie dépend si étroitement. Qu'advierait-il si nous prenions par exemple des décisions politiques affectant la sécurité de nos avions - ou notre sécurité alimentaire, ou nos prescriptions médicales, ou nos soins prénataux - en se fondant sur une science politiquement altérée ? Mais aussitôt se profile un autre risque, celui de prendre des décisions catastrophiques sur des questions clefs telles que celle de la suppression des subventions américaines au planning familial ou celle du bombardement de Bagdad. (Alors que je suivais cet automne des débats de plusieurs heures sur cette dernière question, j'ai entendu les experts débattre du "pour" et du "contre" d'une telle opération sans que soient jamais évoqués les possibles massacres de femmes, d'hommes et d'enfants. Les commentateurs se concentraient exclusivement sur les implications politiques des différents scénarios d'invasion et à leurs yeux la question des morts - aussi longtemps que leurs familles n'étaient pas américaines et ne menaçaient pas de provoquer un tollé - n'entraînait pas en ligne de compte.)

Mais le danger le plus important de cette approche qui consiste à privilégier les principes idéologiques au détriment des lois scientifiques est d'entériner l'inclination personnelle du président à ignorer les causes du changement climatique. Lorsque l'IPCC publia les résultats de recherches qui ne convenaient pas à Bush, celui-ci fit jouer des ressorts politiques pour changer la direction de l'IPCC. Aujourd'hui, les américains soutiennent par des taux d'approbation record un président qui ignore avec mépris les actions engagées par le reste du monde pour stabiliser le climat, et oublie ainsi de toute évidence les liens entre l'obsession de leur gouvernement à conquérir l'Irak et ses efforts visibles pour maintenir ouverte la manne pétrolière destinée aux SUV et aux compagnies qui les fournissent (voir l'article de Michael Renner dans ce numéro). Si dans les années à venir des millions de personnes trouvent la mort dans des catastrophes naturelles à grande échelle telles que la destruction, moins improbable qu'il n'y peut paraître, de la Nouvelle-Orléans, de Dhaka, de Shanghai et d'autres villes côtières par des cyclones..., eh bien qui pourra dire que cet inconscience ne relève pas du même type d'impasse morale que des inconsciences antérieures tels que l'holocauste nazi des années 40 ou les holocaustes communistes des années 50 et 60 ? Oui, je sais, les pratiques industrielles ou les habitudes de consommation qui provoquent inconsciemment des impacts catastrophiques à long-terme ne sont en rien comparables avec les actes monstrueux perpétrés de façon consciente par Hitler ou par Staline. Cependant, les coûts à long terme pour une société qui ne réagit pas à temps pourraient bien être de la même nature.

Alors qu'il justifiait sans s'appuyer sur aucune preuve sa position envers l'Irak, Bush déclara: "Face à un péril évident, on ne peut pas demander une preuve absolue - le pistolet fumant - qui se présenterait par exemple sous la forme d'un champignon nucléaire... Nous avons toutes les raisons de craindre le pire et nous sommes dans l'obligation urgente de le prévenir."

Cet argument, ironie du sort, est précisément celui qu'il a rejeté avec véhémence dans le cas du réchauffement global. Mais dans le cas du réchauffement global, les preuves nous montrent que la perturbation atmosphérique sera bien plus vaste et provoquera des changements mondiaux d'une tout autre envergure.

*Ed Ayres, éditeur.*